

Michel Barde

L'armée de milice: une assurance collective et populaire



Photo: m. à d.

Le 20 janvier dernier, en votation populaire, l'Autriche décidait, à une confortable majorité, de conserver son système d'une armée de milice et de rejeter le projet soutenu par la gauche de passer à une armée professionnelle. Des raisons historiques liées à la seconde guerre mondiale et à l'Anschluss sont sans doute pour partie à l'origine de ce résultat. Mais d'autres motifs sont également intervenus, dont certains très semblables à ceux qui nous concernent en Suisse, dès lors que nous serons également appelés à voter sur une initiative similaire du Groupement pour une Suisse sans armée (GSsA).

Il y a d'abord le coût. Une armée professionnelle coûte beaucoup plus cher qu'une armée de milice. Il y a ensuite son utilisation: pour un petit pays comme la Suisse qui n'intervient pas dans des conflits à l'étranger, que faire à long terme d'années de milliers de militaires professionnels – pour autant encore qu'on arrive à les recruter? Il y a enfin le reclassement de ces militaires en fin de carrière, assez jeunes encore, ce qui ne serait pas une sinécure.

On est consterné de voir que c'est là le projet du GSsA, sauf à comprendre qu'il s'agit pour lui de mieux pouvoir s'en prendre ensuite à un corps isolé de la population. Car c'est là qu'interviennent des facteurs propres à la Suisse.

Fédéraliste, multilingue et multiconfessionnel, notre pays doit cultiver les institutions qui font

partie de l'appartenance commune et du «vivre ensemble» qu'on croyait si cher à la gauche. L'armée de milice, outre ses vocations premières de défense du territoire et d'aide en cas de catastrophe, est une de ces institutions.

Les menaces qui pèsent sur le monde – voir, assez proche de nous, le cas du Sahel et particulièrement du Mali – et les tensions qui s'exacerbent jusqu'au sein de l'Europe exigent de demeurer vigilants. L'armée est une assurance collective au même titre que les assurances individuelles que nous contractons. Comme le disait un ancien conseiller fédéral vaudois, il est préférable d'avoir notre propre armée sur notre territoire plutôt que celle des autres.

Mais cela suppose aussi de la part de la classe politique de s'engager fermement dans la définition des missions de l'armée, dans son organisation et son équipement et dans son financement. Les tergiversations qui n'ont que trop duré ne peuvent que délitter l'institution et démotiver ceux et celles qui s'y engagent.

Il est question aujourd'hui, du fait de la possible acquisition des Gripen et de la mise en retraite des F-5 Tiger dont elle est constituée de dissoudre, pour des raisons financières et de maintenance, la patrouille suisse qui est un des symboles de notre aviation, en Suisse mais aussi à l'étranger. On pourra certes rétorquer que de plus graves problèmes sont susceptibles de mobiliser la politique et l'opinion publique. C'est vrai. Mais ce discours purement utilitaire pourrait alors tout aussi bien s'adresser à toute une série de symboles et de manifestations qui témoignent de la fierté de notre appartenance commune et qui en fondent le ciment sans que l'on prenne à chaque coup sa calcullette pour en mesurer les retours financiers.

Pour être acceptable et acceptée, l'indispensable ouverture au monde de notre pays doit savoir s'accompagner d'un ancrage fort sur nos propres capacités. ■

Michel Barde est ancien délégué patronal suisse à l'OIT.